



Fédération du Parti Communiste Français du Val d'Oise

17 avenue du Maréchal Joffre - 95100 Argenteuil

01.34.34.61.00 - fede@valdoise.pcf.fr

Site internet : 95.pcf.fr

Argenteuil, le 27 novembre 2013

Communiqué du PCF95 suite à la rencontre avec le Préfet sur la situation des populations ROMS

Une délégation du PCF composée de Jean Michel Ruiz, Secrétaire départemental du PCF du Val d'Oise, Pierre Barros, Président de l'ADECRA et Maire de Fosses, et Manuel Alvarez, Conseiller municipal de Sarcelles et membre du Conseil départemental du PCF, a rencontré ce jour Monsieur Préfet du Val d'Oise par rapport à la situation des populations ROMS.

Les conditions d'existence de ces populations dans le Val d'Oise comme dans tout l'Ile de France est indigne de notre pays et en contradiction avec l'ensemble des traités européens que notre pays, qui se revendique pourtant la patrie des Droits de l'Homme, a signé.

Les campements, bidonvilles et taudis, dans lesquels des milliers de familles sont contraintes de vivre sont une véritable honte pour chacun. Travail, Logement, Ecole sont ainsi en permanence refusés à ces citoyens de l'Union Européenne.

En fait c'est la dignité humaine qu'on leur refuse.

Les politiques menées par les gouvernements qui se sont succédés n'ont fait qu'aggraver la vie de ces familles, présentes pour certaines de longue date sur le territoire national, et n'ont construit aucune perspective positive tant en France que dans leur pays d'origine.

Pire ce sont les communes où s'érigent ces campements de fortune que l'on contraint à devoir, sur leurs propres moyens, prendre en charge l'insertion de ces familles ou la responsabilité de leur expulsion.

L'expulsion est inefficace, elle déplace le problème tout en le multipliant ; le maintien de ces campements est inhumain et facteur de conflits tant internes qu'avec les populations riveraines.

L'Etat doit prendre en charge cette question en apportant aux communes, de façon équitable, les moyens nécessaires, pour développer les politiques d'insertion incontournables, sans que cela ne pèse une fois de plus sur leurs propres populations et en particulier sur celles dont la charge sociale et les difficultés économiques sont déjà bien trop lourdes.

Il est clair que ces questions ne trouveront de solutions satisfaisantes pour tous que par un développement économique conséquent et la fin des politiques d'austérité. Il n'en reste pas moins que des moyens économiques au sein de la Communauté Européenne sont là, ils doivent être utilisés en faveur des populations qui souhaitent s'insérer dans notre pays.

Le PCF demande que l'Etat assume enfin ses responsabilités. Tout d'abord en menant dans le cadre de la Communauté européenne les politiques de coopération et de développement permettant à nombre de ces familles de se maintenir dans leur pays d'origine comme elles le souhaitent pour beaucoup.

D'autre part en mettant en place une Conférence nationale déclinée dans chaque région et associant l'ensemble des parties concernées : les représentants de l'Etat, les élus nationaux et territoriaux, les associations qui œuvrent sur ces questions et notamment les représentants des populations ROMS elles mêmes.

De multiples voix demandent la mise en place de telles conférences, le PCF se joint à elles comme aux demandes de plusieurs maires en Ile de France pour qu'enfin une véritable perspective à dimension humaine soit ouverte pour ces familles et pour les populations qui les accueillent.